

Titre et préambule, ch. I, II*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

Dagegen

77 Stimmen

2 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

93.126

**Folgeprogramm
nach der Ablehnung
des EWR-Abkommens
(Swisslex)****Bundesgesetz über das Messwesen.
Aenderung****Programme consécutif
au rejet de l'Accord EEE
(Swisslex)****Loi fédérale sur la métrologie.
Modification**Botschaft und Gesetzentwurf vom 24. Februar 1993 (BBI I 805)
Message et projet de loi du 24 février 1993 (FF I 757)Beschluss des Ständerates vom 18. März 1993
Décision du Conseil des Etats du 18 mars 1993

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Proposition de la commission

A l'unanimité, la commission propose d'approuver le projet.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen**L'entrée en matière est décidée sans opposition**Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress, Ziff. I, II***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I, II*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

96 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

92.059

**Tierschutz. Uebereinkommen
Protection des animaux. Conventions**Botschaft und Beschlussentwurf vom 24. Juni 1992 (BBI V 1003)
Message et projet d'arrêté du 24 juin 1992 (FF V 953)Beschluss des Ständerates vom 2. Dezember 1992
Décision du Conseil des Etats du 2 décembre 1992

Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Herr **Engler** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Die Themen, Begriffe und legalen Instrumente des gesetzlichen Messwesens sind in letzter Zeit erweitert und ergänzt worden. Die neue Konzeption auf dem Gebiet der technischen Harmonisierung erfordert geringfügige Aenderungen des Bundesgesetzes vom 9. Juni 1977 über das Messwesen.

Die ursprüngliche Eurolex-Vorlage enthielt – mit Ausnahme von Artikel 7 Absatz 3 Buchstabe a – keine Hinweise oder direkte Verweise auf EG-Recht und kann deshalb übernommen werden.

Artikel 7 Absatz 3 Buchstabe a wird gestrichen, da sich dieser ausdrücklich auf den EWR bezieht.

M. **Engler** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Les thèmes, les concepts ainsi que les instruments légaux de la législation sur la métrologie ont été récemment étendus et complétés. La nouvelle conception dans le domaine de l'harmonisation technique n'exige que des modifications mineures de la loi fédérale du 9 juin 1977 sur la métrologie.

Le projet Eurolex d'origine ne contenait – à l'exception de l'article 7 alinéa 3 lettre a – aucune indication ni aucun renvoi direct relatifs au droit de la CE, de sorte qu'il peut être repris tel quel.

La lettre a de l'article 7 alinéa 3 est biffée parce qu'elle se réfère expressément à l'EEE.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, dem Entwurf zuzustimmen.

*Antrag der Kommission**Eintreten**Proposition de la commission**Entrer en matière*

M. **Etique**, rapporteur: Mes gentils camarades de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture, commission que j'ai le plaisir et l'honneur de présider, m'ont réservé dans ce débat un morceau de choix, puisqu'il s'agit du problème, non pas de la queue de boeuf, qui peut constituer un excellent menu apprêté en pot-au-feu, mais de la queue des chiens, de l'ablation de laquelle il est question, c'est-à-dire de la caudotomie, une opération qui porte d'ailleurs beaucoup moins à conséquence lorsqu'elle est pratiquée sur l'espèce canine que si elle est pratiquée sur d'autres espèces du genre ou du règne animal!

Vous savez qu'il existe cinq conventions européennes du Conseil de l'Europe sur la protection des animaux, dont trois restent à ratifier par la Suisse. Il s'agit de la Convention européenne sur la protection des animaux d'abattage, de la Convention européenne sur la protection des animaux vertébrés utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques et de la Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie.

Ces conventions entendent concilier les intérêts, parfois divergents, de l'homme et de l'animal dans leurs rapports. Dans bien des domaines, lesdites conventions vont moins loin que notre propre législation suisse en la matière. C'est dire que la Commission de la science, de l'éducation et de la culture n'a pas éprouvé la moindre difficulté à vous en proposer à l'unanimité la ratification, à une exception près toutefois: celle concernant l'article 10 alinéa premier lettre a (à préciser dans le texte français du dépliant) de la Convention européenne

pour la protection des animaux de compagnie. La majorité de la commission, concernant la protection des animaux de compagnie, demande que l'on assortisse cette ratification d'une réserve à cet article 10 alinéa premier lettre a précisément.

La disposition contestée par la majorité interdit aux Etats signataires de la convention de pratiquer la caudotomie, c'est-à-dire l'écourtage de la queue des jeunes chiots, opération sans gravité, sans douleur, totalement bénigne, qui se pratique par un coup de ciseaux ou un coup de bistouri, la plaie ainsi pratiquée étant refermée par suture ou par cautérisation d'une escarre.

La majorité de la commission acquiesce avec la voix prépondérante de celui qui vous parle estime que la pratique de la caudotomie doit être maintenue. Premièrement parce qu'elle s'effectue sans aucune douleur pour l'animal, ce qui est reconnu par tous les milieux scientifiques et vétérinaires. Deuxièmement, elle est facultative, parce qu'on ne va contraindre aucun propriétaire de chien à pratiquer la caudotomie s'il ne le souhaite pas. Ensuite, cette opération se fait dans l'intérêt bien compris de l'animal, que ce soit pour des raisons esthétiques – on voit mal certaines races de chiens telles que les cockers, les boxers, les bouviers lucernois munis de queues longues – ou pour des raisons de sécurité; je pense en particulier aux chiens de chasse.

Au contraire, l'acceptation de cette convention, sans une réserve à l'article 10, aurait de très mauvaises conséquences, si je peux dire. Premièrement, pour les quelque 20 000 propriétaires concernés de chiens dans notre pays. Deuxièmement, ce qui serait grave, pour les éleveurs dont les produits ne seraient plus admis dans les expositions et qui ne trouveraient plus de débouchés sur le marché national et international, parce que leurs produits ne répondraient plus aux standards internationaux en la matière. On assisterait donc à un tourisme canin entre la Suisse, d'une part, la France, l'Allemagne, l'Italie, d'autre part, où les propriétaires de chiens iraient pratiquer l'ablation de la queue de leurs animaux, ablation devenue interdite dans notre pays.

J'insiste sur ce point qui est plus important qu'il n'y paraît: on s'engagerait là sur le chemin d'une eurocompatibilité discutable. Consacrons nos efforts d'adaptation législative dans les domaines où c'est nécessaire, lorsqu'il y va de nos intérêts économiques bien compris ou lorsqu'il s'agit d'apporter notre contribution à la construction juridique de l'Europe. Mais de grâce, ne recherchons pas l'eurocompatibilité dans des détails, dans des domaines marginaux, dans des affaires qui ne nous apportent rien, si ce n'est d'inutiles entraves à nos libertés professionnelle et personnelle.

Monsieur le Conseiller fédéral, c'est avec ce genre de très mauvaises dispositions que l'on perd les batailles sur l'Espace économique européen. Si vous voulez gagner les batailles futures, vous ne devez pas oublier que les Helvètes ne veulent pas de cette Europe tatillonne, bureaucratique, interventionniste, liberticide, dont l'article 10 alinéa premier lettre a de cette convention est un exemple caractéristique. Il n'y aura en outre pas de dommage à introduire une divergence avec le Conseil des Etats qui, malgré qu'il ait ratifié cette convention sans réserve, pourra, dans un deuxième temps, se montrer plus sensible aux arguments présentés par les sociétés cynologiques. En effet, si celles-ci n'ont pas pu, au niveau du Conseil des Etats, faire entendre leur voix à temps, c'est parce que les débats sur ces conventions étaient noyés dans le débat général, ô combien plus important, de l'Espace économique européen.

Enfin, nous pourrions, Monsieur le Conseiller fédéral, et j'en appelle à votre sens du libéralisme, nous associer pleinement à cette entreprise européenne de protection des animaux, tout en faisant cette réserve à l'article 10 alinéa premier lettre a de la convention, comme l'ont fait tant d'autres pays européens tels que l'Allemagne, la Belgique, la France, le Portugal, alors que la France et l'Autriche n'ont pas encore ratifié cette convention. Ne soyons pas, nous, Helvètes, qui ne sommes pas dans l'Espace économique européen, et dont beaucoup n'ont pas envie d'entrer dans la Communauté, plus royalistes que le roi, même si ce n'est pas l'avis de M. Seiler. J'exprime le mien et c'est mon bon droit.

Ce faisant, nous contribuerons aussi à rassurer nos concitoyens qui craignent à juste titre un alignement systématique et aveugle de nos pratiques et de notre législation sur le droit européen, ce qui ne peut que compromettre stupidement et inutilement nos tentatives de rapprochement d'avec l'Europe dans notre volonté de contribuer à sa construction.

Frau **Fehr**, Berichterstatterin: Wir haben es beim vorliegenden Geschäft mit einer vergleichsweise leichtgewichtigen, ja unbestrittenen Vorlage zu tun. Trotzdem hat sich im Verlaufe der Kommissionsberatungen in einem speziellen Bereich ein Haar in der Suppe finden lassen.

Worum geht es grundsätzlich? Der Europarat hat im Bereich Tierschutz in den letzten Jahren und Jahrzehnten insgesamt fünf europäische Uebereinkommen verabschiedet, wovon zwei schon seit längerer Zeit von der Schweiz ratifiziert sind. Uebrig bleiben die vorliegenden drei Konventionen, die alle zum Ziel haben, in Europa das Niveau des Tierschutzes zu heben.

Es handelt sich um folgende Uebereinkommen:

1. Das Europäische Uebereinkommen über den Schutz von Schlachttieren: Dieses Uebereinkommen enthält Vorschriften über den Umgang mit den Tieren: über die Lieferung der Tiere an Schlachthanlagen und ihre Unterbringung bis zum Schlachten. Diese Konvention wird durch die schweizerische Tierschutzgesetzgebung bereits fast vollumfänglich abgedeckt. Allfällige Differenzen können mit der nächsten Verordnungsrevision bereinigt werden.

2. Das Europäische Uebereinkommen zum Schutz der für Versuche und andere wissenschaftliche Zwecke verwendeten Wirbeltiere: Es regelt die Pflege und Unterbringung der Tiere sowie die Durchführung der Tierversuche. Auch in diesem Bereich erfüllt die Schweiz mit der heutigen Gesetzgebung die meisten Kriterien.

3. Das Europäische Uebereinkommen zum Schutz von Heimtieren: Es regelt die Anforderungen an die Haltung, die Zucht, den Handel und den Erwerb von Heimtieren sowie deren Verwendung für Werbung, Ausstellungen und Wettkämpfe.

In wenigen Punkten geht dieses letztere Uebereinkommen weiter als die geltende Tierschutzgesetzgebung. Hier müsste der Nachvollzug im Rahmen der Tierschutzverordnung geschehen.

Stein des Anstosses ist das Kupieren der Hunderuten in diesem dritten Uebereinkommen. Artikel 10 Absatz 1 sieht nämlich vor, chirurgische Eingriffe, die lediglich der äusseren Veränderung, nicht aber der Heilung von Heimtieren dienen, zu verbieten. Dazu wird auch das Kupieren der Rute bei Hunden gezählt.

Verschiedene Länder haben diesbezüglich einen Vorbehalt angebracht. Es ist ihnen dies auch gestattet, gemäss Artikel 21 des Uebereinkommens, der ausdrücklich festhält, dass die Länder gegen das in Artikel 10 erwähnte Verbot des Rutenkupierens bei Hunden einen Vorbehalt anbringen können. Von sechs Ländern, die das Uebereinkommen bisher ratifiziert haben, haben fünf, darunter unser Nachbarland Deutschland, von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht.

Der Bundesrat hat in seiner Botschaft auf einen entsprechenden Vorbehalt verzichtet und in seiner Begründung angeführt, dass es vom ethischen Standpunkt aus wünschbar sei, die Hunde nicht mehr zu verstümmeln, gleichsam ein Signal in diese Richtung zu setzen, auch wenn zugegebenermassen das Schwanzkupieren bei Hunden kurz nach der Geburt kein tierschutzrelevantes Problem darstelle.

Der Ständerat ist dieser Argumentation gefolgt und hat keinen Vorbehalt angebracht, in der Meinung, dass es sich tatsächlich nur um eine rein ästhetische Massnahme handle.

Zur Kommissionsarbeit: Wir haben zur Kenntnis genommen, dass sich die tierärztlichen Vereinigungen für ein Kupierverbot aussprachen; daneben haben wir auch, im Gegensatz zum Ständerat, die Seite der Hundezüchter zu Worte kommen lassen. Mit ihren Darlegungen konnte sich die Mehrheit der Kommission von der Ueberflüssigkeit dieses Verbotes überzeugen. Weshalb?

1. Man muss wissen, dass bei einem guten Drittel aller Rassehunde die Rute kupiert wird. Dieser kleine Eingriff wird in den

ersten Lebenstagen des Welpen vorgenommen, zu einer Zeit, in welcher das sensible Nervensystem erst rudimentär entwickelt ist, womit der Schnitt praktisch schmerzlos ist.

Wie uns versichert wurde, handelt es sich hier nicht um eine rein ästhetische Massnahme, sondern das Kupieren hat einen triftigen Grund. Man will damit späteren Verletzungen und Erkrankungen vorbeugen. Bei freudiger Erregung und bei passivierter Arbeit – etwa bei Jagdhunden – wird die Rute rücksichtslos hin- und herbewegt. Nicht alle Rassen haben ein Haarkleid, das die Rute bei Schlägen an Baumstämmen und scharfkantigen Gräsern und Schilfen nachhaltig vor Verletzungen schützt. Die Rute ist bei Verletzungen jedoch schwer zu behandeln, heilt schlecht, so dass in vielen Fällen die Amputation des verletzten Teiles als einziger Ausweg bleibt. Dieser Eingriff ist dann mit erheblichen Schmerzen und Unannehmlichkeiten verbunden.

2. Es sind die Konsequenzen bei einem künftigen Rutenkupierverbot für die Hundezucht in Betracht zu ziehen. Von unseren Nachbarländern haben Frankreich und Oesterreich diese Konvention nicht unterschrieben. Italien hat sie nicht genehmigt, und Deutschland hat den Vorbehalt angebracht. Die Schweiz würde damit zur Insel. Dies hätte unangenehme Folgen für unsere Schweizer Züchter. Es müsste dann damit gerechnet werden, dass Liebhaber gewisser Rassen inskünftig gezwungen wären, ihre Hunde im Ausland zu erwerben. Dies wiederum wäre für die Schweizer Züchter, die durch ihre tiergerechte Haltung und Aufzucht innerhalb Europa höchstes Ansehen geniessen, ein schwerer Schlag und würde sie im Wettbewerb stark benachteiligen.

Wir haben uns in der Kommission auch gefragt, ob diese Bestimmung in der Praxis überhaupt durchsetzbar sei oder ob nicht eine Flucht ins Ausland die Folge wäre und ob solche und andere Einschränkungen künftig auch auf andere Tiere ausgedehnt würden. Die Kommissionsmehrheit ist dann zur Einsicht gekommen, es sei auf die Probleme einer zwar verschwindend kleinen Minderheit unserer Mitbürger, der Hundezüchter, die wirtschaftliche Nachteile in Kauf nehmen müssten, Rücksicht zu nehmen und es sei mit dem Vorbehalt für einmal auf unsere Vorreiterrolle in Sachen Tierschutz zu verzichten.

Die Kommissionsmehrheit beantragt ihnen deshalb, den Bundesrat zu ermächtigen, die ersten beiden Uebereinkommen (Art. 1 Abs. 1 Bst. a und b des Beschlussentwurfes) ohne Vorbehalt und das dritte Uebereinkommen (Art. 1 Abs. 1 Bst. c des Beschlussentwurfes) mit einem Vorbehalt zu dessen Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe a zu ratifizieren.

Präsident: Die FDP-Fraktion lässt mitteilen, dass sie die Mehrheit der Kommission unterstützt.

M. Zwahlen: Le Conseil fédéral nous soumet donc trois nouvelles conventions et, au nom du groupe PDC, je vous recommande de les accepter toutes les trois.

La première s'occupe de l'abattage des animaux. Nous savons que dans les abattoirs on procède parfois de façon un peu rude. Cette convention prescrit que les animaux doivent être traités de manière correcte et avec le plus grand soin, avant d'être conduits à l'abattoir, afin d'éviter des souffrances inutiles. Nous pouvons donc nous rallier à cette idée, d'autant plus que la nouvelle loi sur la protection des animaux et l'ordonnance sur le contrôle de la viande couvrent amplement ce secteur.

La deuxième convention touche la protection des animaux destinés aux expérimentations. A ce titre, il faut souligner qu'après la révision de la loi sur la protection des animaux nous n'aurons pas besoin, si nous acceptons cette convention, d'effectuer des modifications dans la législation actuelle, car la loi sur la protection des animaux couvre plus de 100 pour cent cette convention.

Et enfin, la troisième convention qui nous est soumise concerne la protection des animaux de compagnie et la diminution des animaux errants. Pour les animaux de compagnie, deux problèmes se posent: la convention prévoit qu'il faut être âgé de 16 ans au minimum pour pouvoir posséder un animal, ce que tout le monde, probablement, peut admettre. Le

deuxième problème qui se pose est celui de l'interdiction de la coupe des oreilles et des queues de chiens de race.

Le groupe PDC, dans sa majorité, et spécialement sur l'injonction de M. Seiler Rolf, recommande d'accepter ces deux conditions, ainsi que les trois conventions qui nous sont soumises, sans réserve. Une minorité du groupe PDC, tout de même, admet que l'écourtage de la queue, qui concerne un tiers des races canines, pourrait continuer d'être autorisé. Il concerne en fait des chiots très jeunes, s'effectue sans douleur, et de l'avis de la minorité du groupe PDC, il n'y a aucune bonne raison d'interdire cette pratique, sinon celle de créer un handicap supplémentaire pour les éleveurs suisses. D'autres interventions plus douloureuses sont encore permises, telles que la castration des porcelets ou des agneaux, ou l'écornage de jeunes bovins.

L'écourtage est au contraire destiné, selon la Société cynologique suisse, en plus de l'esthétique, à protéger certaines races contre des blessures graves, surtout à la chasse, où, nous dit-on, dans l'excitation joyeuse de la passion du travail, le frétillement intense de la queue peut provoquer des plaies qui guérissent très mal. Cela ne devrait laisser personne indifférent, et au nom de la minorité du groupe PDC, je vous recommande, sur la demande de la Société cynologique suisse, de permettre encore la coupe des queues des chiens en Suisse.

Präsident: Die Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi sowie die grüne Fraktion unterstützen den Antrag der Minderheit.

Maeder, Sprecher der Minderheit: Die drei Uebereinkommen des Europarates, um die es hier geht (die Uebereinkommen über den Schutz von Schlachtieren, zum Schutz der für Versuche und andere wissenschaftliche Zwecke verwendeten Wirbeltiere sowie zum Schutz von Heimtieren), sind ein erster zaghafter Versuch, die Stellung unserer so vielfach geschundenen und missbrauchten Mitgeschöpfe zu verbessern. Gemäss der Botschaft des Bundesrates verfolgen die Uebereinkommen im Konflikt zwischen den Interessen der Menschen und jenen der Tiere einen Mittelweg. Sie sind ein Kompromisswerk: Sie gehen weniger weit als die schweizerische Tierschutzgesetzgebung, bilden aber im europäischen Rahmen doch einen gewissen Fortschritt.

Ein Hinweis auf einige Schwachstellen im Uebereinkommen betreffend Tierversuche sei mir hier erlaubt: In Artikel 1 Absatz 2 heisst es, dass das Uebereinkommen zwar Wirbeltiere einschliesslich fortpflanzungsfähiger Larven schütze, nicht aber sonstige fötale oder embryonale Formen; auch unser Gesetz schützt Föten nicht ausdrücklich. Das ist aber ein grosser Mangel: Man kann Muttertiere zum Abort bringen, die Föten entnehmen und mit ihnen tun, was man will; erst wenn der Versuch über den Geburtstermin andauert, ist er bewilligungspflichtig. Interessant ist die Bemerkung in der Botschaft, dass Art und Umstände der Züchtung abnormer Tiere noch geregelt werden müssten. Die Problematik der Gentechnologie kommt mit Riesenschritten auf uns zu, Handlungsbedarf in gesetzgeberischer Hinsicht ist vorhanden.

Sehr übel ist, dass das Einfangen von Wildtieren, speziell von Primaten, für Versuche nicht untersagt ist. Nicht einmal ein Vorbehalt bezüglich gefährdeter Arten ist zu finden. Auch unser Gesetz ist in dieser Hinsicht wenig vorbildlich, heisst es doch in Artikel 59a Absatz 2 der Tierschutzverordnung: «Tiere, die wild gefangen werden, dürfen in Versuchen eingesetzt werden, wenn sie Arten angehören, die schwierig in genügender Zahl zu züchten sind.»

Wenig Sensationelles ist natürlich auch bei den Haltungsvorschriften zu finden; sie entsprechen teilweise den schweizerischen oder sind noch minimaler. Wenigstens fordern sie angemessene Fütterung und hygienisch einwandfreies Unterbringen, angemessene Temperatur- und Lichtverhältnisse. Was die Käfigabmessungen betrifft, so kann von ethologisch befriedigenden Normen überhaupt nicht die Rede sein.

Der Ständerat hat am 2. Dezember 1992 dem Uebereinkommen ohne Vorbehalt mit 37 Stimmen ohne Gegenstimme zugestimmt.

Eine knappe Mehrheit der nationalrätlichen Kommission will bei Artikel 10 Absatz 1 Litera a einen Vorbehalt anbringen. Worum es hier geht, haben sie von meinen Vorrednern gehört. Ich will es aber noch einmal mit den Worten des Gesetzes hier zitieren. In Artikel 10 («Chirurgische Eingriffe») heisst es in Absatz 1 – das ist ein sehr wichtiger Satz –:

«Chirurgische Eingriffe zur Veränderung der äusseren Erscheinung eines Heimtiers oder zu anderen nicht der Heilung dienenden Zwecken sind verboten, insbesondere:

- a. das Kupieren des Schwanzes,
- b. das Kupieren der Ohren,
- c. das Durchtrennen der Stimmbänder,
- d. das Entfernen der Krallen und Zähne.»

Vernünftige Gebote, würde man meinen. Aber gegen Litera a, die das Kupieren der Rute bei Hunden verbietet, laufen Hundezüchter und Kynologen Sturm, weil bei gewissen Hunderasen der Stummelschwanz zum Erscheinungsbild gehöre.

Die Argumente der Kynologen – von denen zwei bei der Kommissionssitzung anwesend waren, die sich sehr ausführlich äussern konnten – fielen in der Kommission auf fruchtbaren Boden. Die Mehrheit der Kommission entschloss sich (8 zu 8 Stimmen mit dem Stichtscheid des Präsidenten) für den Vorbehalt. Die knapp unterlegene Minderheit schliesst sich der Meinung der veterinärmedizinischen Fakultäten der Hochschulen und des Bundesamtes für Veterinärwesen an.

Professor Gafner sagte in der Kommission, dass es vom ethischen Standpunkt aus wünschbar wäre, die Hunde nicht mehr zu verstümmeln und ein Signal in dieser Richtung zu setzen. Es sei doch so, sagte Professor Gafner, dass dem Bundesrat immer vorgeworfen werde, er reagiere erst auf Druck hin. In diesem Falle wolle er von sich aus aktiv werden und zeigen, dass er aus ethischen Motiven heraus der Auffassung sei, dass nach und nach dem Verstümmeln ein Ende gesetzt werden müsse.

Im kynologischen Fachblatt «Hunde» wird behauptet, nur Schweden habe ein Kupierverbot und mit einem Kupierverbot würde die Schweiz zu einer kynologischen Insel. Tatsache ist: Neben Schweden haben auch Norwegen und Dänemark ein Kupierverbot. Holland wird es voraussichtlich 1994 einführen. Luxemburg und Griechenland haben dem Uebereinkommen ohne Vorbehalt zugestimmt. In Deutschland ist eine Behördeninitiative zu einem Rutenkupierverbot hängig und wird von der Regierung mit grösster Wahrscheinlichkeit in Kürze gutgeheissen. Im hundeliebenden England dürfen nach einem Regierungsbeschluss nur Tierärzte kupieren. Die englische Tierärztesgesellschaft hat jedoch an ihrer Sitzung vom 12. November 1992 beschlossen, das Kupieren als ethisch unverantwortbar zu verbieten. Die Schweiz würde also keineswegs zur bejammerten «kynologischen Insel».

Der Bundesrat hat sich im übrigen am 12. Februar 1992 bereit erklärt, ein Postulat Seiler Rolf entgegenzunehmen, das ein Verbot des Kupierens von Hunderuten fordert. Herr Seiler schreibt in seiner Begründung: «Ohne Zweifel werden den Tieren unnötig Schmerzen zugefügt, und sie werden in ihrem artgerechten Verhalten behindert.» (AB 1992 N 633)

Schliessen Sie sich dieser vernünftigen und humanen Haltung an. Damit entsteht auch keine Differenz zum Ständerat. Es ist doch merkwürdig, dass Bundesrat und Ständerat dieses Abkommen vorbehaltlos akzeptieren, und dass nun in der Grossen Kammer auf einmal eine «Kynologen-Initiative» losgeht. Die Vorredner liessen den Eindruck aufkommen, als wäre es eines unserer grössten Probleme, das Kupieren von Hundeschwänzen weiterhin zu gestatten – eine Angelegenheit, die doch eigentlich recht degoutant ist.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: A défaut d'écourter les queues, je vais écourter le débat, en aboyant fort peu.

Je vous remercie d'entrer en matière, car il s'agit de conventions utiles, et vous en avez reconnu la légitimité. Ma seule intervention, en deux points, concernera la question litigieuse, précisément, de l'écourtage des queues.

Je considère tout d'abord que la Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie vise à interdire des interventions chirurgicales qui sont destinées uniquement à modifier l'apparence des animaux de compagnie. Elle

n'intervient absolument pas, bien évidemment, contre des opérations ayant un but réellement thérapeutique. Interdire des interventions chirurgicales telles que la coupe de la queue, la coupe des oreilles, la résection des cordes vocales – où irait-on? – ainsi que l'ablation des griffes et des dents mérite notre approbation, car les animaux de compagnie, qui contribuent à améliorer notre qualité de vie, ont tout particulièrement le droit d'être respectés, d'être convenablement traités, de ne pas devenir des objets de mode un peu ridicules, même si l'on peut plaider le caractère indolore de ces opérations.

Si le président de la commission me permet ce mot facile, je dirai que ce qui doit nous guider en l'occurrence, ce sont d'avantage des principes éthiques que des considérations en rapport avec une certaine forme d'esthétique – je ne pouvais pas le rater, excusez-moi. La coupe des oreilles est interdite en Suisse depuis dix ans. Cette interdiction, que je sache, Monsieur le Président, n'a pas entraîné les conséquences funestes que vous avez décrites ni de tête-à-queue.

L'eurocompatibilité des queues n'est pas le point prioritaire du programme du Conseil fédéral après le 6 décembre 1992. Je veux simplement observer – pour que nous soyons parfaitement renseignés sur l'évolution dans les pays qui nous entourent – en mettant la liste à jour, que la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne ainsi que le Portugal ont signé et ratifié, avec une réserve, c'est vrai, mais que la Grèce, le Luxembourg, la Norvège et la Suède ont ratifié sans réserve cette convention. C'est l'état que nous connaissions il y a quelques mois. Depuis lors et depuis la parution du message du Conseil fédéral, la situation s'est modifiée en ce sens qu'un pays a ratifié avec réserve (le Danemark), qu'un autre a ratifié sans réserve (la Grèce), mais qu'en République fédérale d'Allemagne une initiative du Bundesrat, qui est la Chambre des Länder, en faveur d'une interdiction de la coupe de la queue, a abouti et passera devant la Chambre du peuple, cependant qu'aux Pays-Bas on envisage de ne pas faire de réserve.

J'observe pour finir que cette convention n'est pas l'oeuvre de la Communauté, ni d'éventuels «cyno-bureaucrates» de Bruxelles, elle est l'oeuvre du très tranquille Conseil de l'Europe.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Mehrheit

Der Bundesrat wird ermächtigt, die Uebereinkommen unter den Buchstaben a und b ohne Vorbehalt und das Uebereinkommen gemäss Buchstabe c mit einem Vorbehalt zu dessen Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe a zu ratifizieren.

Minderheit

(Maeder, Béguelin, Fasel, Gardiol, Grossenbacher, Haering Binder, Robert, Steiger)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2**Majorité**

Le Conseil fédéral est autorisé à ratifier sans réserve les conventions mentionnées aux lettres a et b, ainsi que la convention mentionnée à la lettre c avec une réserve à l'article 10 alinéa premier lettre a.

Minorité

(Maeder, Béguelin, Fasel, Gardiol, Grossenbacher, Haering Binder, Robert, Steiger)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag der Mehrheit

61 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

50 Stimmen

Art. 2**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

79 Stimmen

Dagegen

11 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

93.127

**Folgeprogramm
nach der Ablehnung
des EWR-Abkommens
(Swisslex)**

Pauschalreisen. Bundesgesetz

**Programme consécutif
au rejet de l'Accord EEE
(Swisslex)**

Voyages à forfait. Loi fédérale

Botschaft und Gesetzentwurf vom 24. Februar 1993 (BBl I 805)

Message et projet de loi du 24 février 1993 (FF I 757)

Beschluss des Ständerates vom 18. März 1993

Décision du Conseil des Etats du 18 mars 1993

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Maurer

Nichteintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Proposition Maurer

Ne pas entrer en matière

Engler, Berichterstatter: Der Bundesrat legt dem Parlament erneut das Bundesgesetz über die Pauschalreisen, diesmal als Swisslex-Vorlage, vor. Die im Rahmen des Eurolex-Verfah-

rens vorgenommenen Aenderungen, die durch unseren Rat gestrichenen Bestimmungen, bleiben in dieser Vorlage gestrichen.

Diese Vorlage will vor allem eine Rechtslücke in unserem System schliessen, und sie will dies so tun, dass wir einer EG-Richtlinie nachleben. Bisher fehlte in unserer Rechtsordnung eine ausdrückliche Regelung zugunsten der Konsumenten. Nach der herrschenden Lehre werden Pauschalreiseverträge weder vollständig als Werkverträge noch ausschliesslich als Aufträge qualifiziert. Sie sind Innominatkontrakte mit Elementen des Werkvertragsrechtes und mit Elementen des Auftragsrechtes. Dies führt zu gewissen Unsicherheiten. Das neue Bundesgesetz möchte nun diese Unsicherheiten beseitigen, und zwar durch folgende Mittel:

1. Die Informationen für die Konsumenten sollen verbessert werden.

2. Der Vertragsinhalt soll über einen Mindestinhalt verfügen müssen.

3. Es soll ein vermehrter Schutz bei Preiserhöhungen, bei Vertragsänderungen in wesentlichen Punkten, bei nicht gehöriger Erfüllung oder bei Zahlungsunfähigkeit aufgebaut werden. Die Kommission für Rechtsfragen hat einstimmig, inklusive der Mitglieder, die der SVP-Fraktion angehören, Eintreten beschlossen.

Es liegt heute ein Nichteintretensantrag Maurer vor. Ich kann dazu nicht im Namen der Kommission Stellung nehmen, aber sinngemäss ist die Meinung der Kommission für Rechtsfragen, dass sie Ihnen beantragt, diesen Antrag abzulehnen und auf die Vorlage einzutreten.

M. Frey Claude, rapporteur: L'objet avait passé sans difficulté dans le cadre d'Eurolex. Il en est allé de même au sein de la commission dans le contexte de Swisslex. L'entrée en matière a été votée à l'unanimité et nous ne reviendrons pas sur le but de la loi, il vous est connu.

Nous voulons simplement faire une observation générale. Cet objet a suivi le rythme d'Eurolex, ce qui signifie qu'il n'y a pas eu de procédure de consultation. Nous en avons pris acte, mais nous voulons faire une demande expresse. Il ne faut pas que cette procédure accélérée se soit faite au détriment de la qualité des modalités d'application. En particulier, il s'agit d'éviter que les petites entreprises soient soumises à des exigences disproportionnées. Il ne faut pas que cette loi et son application ne provoquent des modifications structurelles dans ce secteur économique. Il ne faut donc pas que des dispositions soient excessivement tracassières, chicanières.

Nous voulons faire deux remarques de détail, pour éviter d'y revenir lors de la discussion par articles. Aux articles premier et 2, une question a été posée en commission: les associations économiques qui organisent des voyages destinés à leurs membres à l'occasion de congrès ou de foires, avec forfait, comprenant par exemple le voyage, l'hébergement, la participation à la manifestation, sont-elles soumises à la loi? La réponse est non, s'il s'agit de cas occasionnels ou s'il y a participation de l'association aux frais.

Deuxième remarque de détail, à l'article 4: la commission approuve à l'unanimité la version du Conseil des Etats. Je vous renvoie au dépliant: il s'agit donc à cet article 4 alinéa 3 lettre a de l'information obligatoire sur les conditions applicables en matière de passeports et de visas à l'intention des ressortissants de la Communauté européenne et des pays de l'AELE, et à l'alinéa 4 il s'agit de l'information, sur demande, pour les ressortissants d'autres Etats.

A l'unanimité moins 3 abstentions, la commission vous propose d'adopter cette loi et, par conséquent, de rejeter la proposition Maurer de ne pas entrer en matière.

Maurer: Im Namen der Mehrheit der SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen, auf den Gesetzentwurf nicht einzutreten.

Als Parlament müssen wir uns bei der Schaffung eines neuen Gesetzes immer die grundsätzliche Frage stellen, ob dieses Gesetz notwendig und ob es ordnungspolitisch sinnvoll ist.

Eine konsequente Ordnungspolitik bedeutet, dass sich der Staat auf die Gestaltung einer Rahmenordnung beschränkt und punktuelle Eingriffe in den Wirtschaftsablauf unterlässt.

Tierschutz. Uebereinkommen

Protection des animaux. Conventions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Aprilsession
Session	Session d'avril
Sessione	Sessione di aprile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.059
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.04.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	780-784
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 670

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.